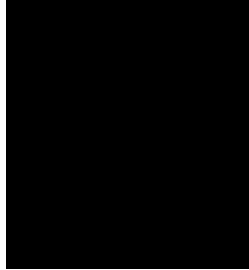


3ème Concours d'administrateur territorial

Note de synthèse et de propositions en économie (Épreuve commune/épreuves écrites)



Note de délibération : 14.5 / 20

Note de correction : 14.5 / 20

Critère	Corr. 1	Corr. 2	Points
Note de synthèse et de propositions en économie (Épreuve c...	14	15	/ 20

Correction 1 :

Appréciation : La note est informative. Deux éléments affaiblissent quelque peu son efficacité: les perspectives de long terme sont peu développées, la présentation formelle ne permet pas une mise en évidence des points saillants ("blocs" assez compacts).-

Correction 2 :

Appréciation : Très bonne copie, qui explicite bien le contexte et la mécanique inflationniste à l'œuvre, avant de faire une analyse critique pertinente des politiques publiques de lutte contre l'inflation, puis de faire des propositions pertinentes qui articulent bien les enjeux monétaires et budgétaires, sans oublier l'échelon local

Harmonisation :

Appréciation :

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen :

Concours d'administrateur territorial (3C)

Epreuve :

Note ECONOMIE

Session :

2023

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Les crises inflationnistes ont semblé depuis les années 2000 réservées aux seuls économies émergentes ou en développement, souvent en relation avec des crises de change ou de l'endettement public, comme en Argentine.

Cependant, et malgré les stricts mandats de contrôle de stabilité de prix confiés à des banques centrales indépendantes comme la Réserve Fédérale américaine (FED) ou la Banque centrale européenne (BCE), l'inflation est depuis la fin de la crise sanitaire de 2020 et le déclenchement de la guerre en Ukraine en 2022 un phénomène mondial.

L'inflation est un phénomène économique de hausse durable et auto-entretenu du niveau général de prix. Le caractère endogène de l'inflation ; même si elle est provoquée par un choc exogène, ainsi que ses effets ambigus rendent son traitement par les politiques publiques particulièrement complexe. Les effets des politiques monétaire et budgétaire se font en outre ressentir avec retard sur l'indice de prix à la consommation. Le risque est alors de ne pas réussir à correctement dimensionner les politiques publiques et que l'inflation ne devienne un phénomène durable.

Pourtant, ces politiques sont nécessaires pour lutter contre l'érosion de valeurs réelles de patrimoine, des capacités de pouvoir d'achat de ménages et pour soutenir la croissance.

Dans ce contexte, la présente note vise à caractériser le nouveau régime d'inflation actuel et les risques qu'il fait peser sur les économies mondiale, européenne et française (I), puis à examiner la manière

dont les politiques publiques peuvent y répondre, aux échelles européenne, française et locale (II).

I - d'inflation actuelle et ses déterminants conjoncturels et structurels font peser une risque de récession mondiale

A. le phénomène actuel d'inflation est principalement dû à des chocs exogènes et pèse particulièrement sur les ménages les plus précaires

d'inflation en Union Européenne a dépassé le 10% dès fin 2022 (10,4% en décembre 2022). Elle touche les Etats membres de l'Union de manière différenciée: les Etats Baltes ont vu l'indice des prix à la consommation augmenter de plus de 20%, tandis que l'Allemagne la Belgique, l'Autriche connaissent des taux supérieurs à 10%. La France, à la même période, a réussi à maintenir son taux d'inflation en dessous de 7% (6,2% en décembre 2022).

Ces différences de taux s'expliquent largement au regard des déterminants différenciés de l'inflation dans ces différents pays. L'augmentation des prix a débuté au moment de la reprise de échanges et de l'activité économique après l'épidémie de SARS-CoV-2. Un excès de demande de biens, conjuguée à des difficultés pour redémarrer les appareils de production, a provoqué des tensions sur le prix. Cette tension est également apparue sur le marché des services, intensif en main d'œuvre. La crise de l'énergie provoquée par la guerre en Ukraine a, à partir de février 2022 renforcé ces tensions, en provoquant une très forte hausse des

mix de l'électricité et du gaz. C'est ce dernier choc exogène sur l'offre d'énergie qui explique principalement les différences de taux d'inflation en Europe: les pays les plus dépendants du gaz russe ont subi un choc d'offre de plus grande ampleur que d'autres, au mix énergétique plus diversifié.

Jean Marc FIBRET, professeur d'économie à la Bordeaux School of Economics pointe également le rôle de politiques monétaires accommodantes de banques centrales depuis la crise de 2008, et de l'existence de surliquidités au moment de la crise sanitaire.

Les effets de l'inflation sur l'économie sont de plusieurs ordres:

1. Ses effets sur la croissance et l'investissement sont ambigus. La hausse des prix rend l'emprunt et l'investissement moins cher, et peut soutenir la consommation intermédiaire et l'investissement.

Néanmoins, elle peut aussi perturber les anticipations des agents économiques, en raison de l'instabilité des prix.

2. L'inflation a aussi un effet potentiellement négatif sur la balance commerciale et la compétitivité des économies.

Un régime d'inflation supérieur à celui de ses partenaires commerciaux peut dégrader la compétitivité des exportations d'un pays et réduire l'attractivité des importations pour la consommation domestique, dégradant ainsi la balance commerciale.

3. En matière de revenus, les effets sont ambigus en fonction de la composition de ces derniers. Cependant l'inflation a un effet d'érosion sur les revenus fixes réels, renforcé ces dernières années par l'aplatissement de la courbe de Phillips entre inflation et chômage, et l'affaiblissement du pouvoir de négociation des salariés.

4. Enfin, il conviendrait de distinguer les effets à court terme de ceux à moyen et long terme de l'inflation sur l'emprunt, et en particulier l'emprunt public. Si l'inflation peut réduire

la valeur réelle de l'encours de dette, sa composition doit être prise en compte (taux fixe ou variable), tout comme la maturité. La remontée des taux d'intérêt, en fonction de la composition de la dette et de la durée des phénomènes inflationnistes, peut ainsi être un facteur d'endettement supplémentaire.

B. des politiques publiques peuvent à la fois agir sur les leviers monétaire et budgétaire pour limiter les effets récents de l'inflation

La politique monétaire est l'instrument privilégié pour lutter contre l'inflation. La banque centrale, au travers la remontée des taux directeurs, modère ainsi la demande de crédit et la consommation, pour réduire l'effet "demande" de l'inflation. Ainsi, la FED a des avant la crise américaine relevé les taux devant la tension productive et l'excès de demande. La politique monétaire de la BCE a été plus controversée : son relèvement des taux directeurs a été plus tardif (à partir de la crise européenne). Son choix de maintenir une politique accommodante pour soutenir la relance à la sortie de la crise sanitaire a ainsi pu perturber sa crédibilité, et la forcer par la suite à réaffirmer son mandat de maintenir la hausse des prix à 2% et annoncer le relèvement par pallier des taux directeurs européens.

La politique budgétaire constitue un instrument secondaire des politiques de lutte contre l'inflation. À rebours des thèses classiques, les politiques européennes n'ont toutefois pas pris le chemin d'une politique de rigueur, orientée de la même manière que la politique monétaire et ont privilégié le soutien aux revenus les plus faibles, coûteux de ce caractère structurellement exogène de choc inflationniste.

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen :

Concours administrateur territorial (3C)

Epreuve :

Note ECONOMIE

Session :

2023

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Ces politiques de lutte contre l'inflation ont pour objectif d'éviter l'installation d'une récession. En effet, le prolongement d'un épisode inflationniste peut être durable, en l'espèce, on constate en Europe et en France que l'inflation, bien que dans un premier temps essentiellement énergétique, gagne le prix de l'alimentaire. Cette extension de l'inflation à tous les secteurs de l'économie peut par ailleurs être renforcée par des effets de second tour, au gré d'un phénomène de boucle prix-salaires, du fait d'une augmentation des salaires alimentant la hausse des prix.

Ces effets de second tour sont moins à craindre en Europe à court terme qu'un effet durablement procyclique de la politique monétaire. En effet, l'inflation étant essentiellement inerte et entretenue par un phénomène d'ajustement des chaînes de valeur et d'approvisionnement, ses facteurs sont également structurels, et pas uniquement conjoncturels. Ainsi, la politique monétaire restrictive pourrait elle handicaper les nécessaires investissements dans les transitions énergétique, numérique et environnementale.

Cette prolongation de la période inflationniste aurait pour conséquence une aggravation de la pauvreté, et partant de l'endettement public des Etats providence.

II Afin d'éviter l'installation d'une récession et de protéger les plus précaires, les politiques publiques de lutte contre l'inflation doivent être mieux ciblées et adaptées à la double transition.

A. Les politiques publiques européennes et françaises souffrent de faibles marges de manœuvre.

La politique monétaire de la banque centrale européenne poursuit son orientation restrictive. Elle a ainsi permis de ralentir et ces derniers temps d'infléchir la courbe d'inflation, maintenue en Europe aux alentours de 10% et descendue en France sous la barre de 6%. Pour maintenir sa crédibilité, et malgré ces premiers effets, la BCE a annoncé maintenir cette orientation, fixant peser des risques importants sur l'endettement souverain des États membres, et sur les spreads de taux d'intérêts entre eux, alors même que leur dette a massivement augmenté suite au COVID.

Les politiques budgétaires de soutien aux plus précaires ont fait l'objet de ciblage différenciés entre États membres mais ont globalement constitué une d'assez larges mesures de plafonnement de l'énergie, insuffisamment ciblées, ou de soutien aux revenus des plus précaires. Ces politiques budgétaires expansionnistes font peser le risque d'alimenter l'inflation et d'entretenir la hausse de l'endettement public.

d'ajuster à moyen terme semble être de retrouver des marges de manœuvre budgétaires et monétaires, malgré le phénomène inflationniste, pour répondre aux exigences de financement et d'adaptation de la main d'œuvre et des appareils de production établis dans les règlements et directives relatives au "free deal" européen. Or, un endettement excessif ne permettra pas aux États et collectivités européennes de mettre en œuvre des politiques d'infrastructure et de soutien à la transition nécessaires.

B- Aux différentes échelles européenne, nationale et locale, les politiques publiques de lutte contre l'inflation doivent être mieux ciblées et adaptées aux objectifs de transition.

1. A l'échelle européenne, la stabilisation monétaire doit tenir compte des décalages dans le temps de ses effets. Si le resserrement progressif des taux doit nécessairement se poursuivre pour préserver la crédibilité de la BCE, il pourrait être espacé.

En parallèle, et dans une perspective de moyen terme, la cible d'inflation à l'horizon devrait être ajustée. Sur la base du récent rapport de Jean Pisani-Ferry et Jelena Takizuka sur les impacts économiques de la transition, une évaluation macroéconomique d'une nouvelle cible susceptible d'accommoder les politiques européennes de transition pourrait être mandatée au niveau de l'Eurogroup, et en dialogue avec la BCE et la Commission, qui y participent.

2. A l'échelle nationale, le bouclier tarifaire d'un montant de 2,5 Pds sur le budget 2023, pourrait coûter jusqu'à 25 Pds en 2024. Après les efforts en matière de soutien aux minima sociaux, aux salaires des fonctionnaires et à de

usures de solidarité ciblées, les dépenses publiques en soutien à la cure thérapeutique doivent être ciblées en direction des plus précaires, potentiellement sous la forme d'aide au logement ciblées sur les plus précaires, avec une barématisation accrue de une prime rénov. Les aides à la mobilité et à l'achat de véhicules électriques pourraient aussi faire l'objet d'un resserrement des conditions de revenus, en parallèle à la revue de dépenses publiques visant entre autres à réduire les niches fiscales "bonnes".

Un tel exercice de meilleur ciblage des dépenses de transferts devra également être fait en matière de politiques de soutien aux entreprises, la piste de conditionner certains dispositifs d'exonération fiscale à des critères environnementaux pourrait faire l'objet d'une évaluation conjointe par les directions du budget et de la législation fiscale du ministère des Finances, en s'appuyant sur les évaluations de dépenses publiques présentées dans le rapport Pisani-Ferry et Takfouz.

3. Aux échelles locales, le risque de renditisme à moyen et long terme de la dette est maîtrisé, compte tenu de la large part de dette à taux fixe des collectivités (80%). Cette composition de la dette leur permettra au contraire de retrouver des marges de manœuvre budgétaire au gré de l'inflation. Cet effet positif sera renforcé par le caractère dynamique des recets transférés par l'État, du moins pour les Régions et les départements. Ces deux échelons de collectivités pourront ainsi, dans le cadre de leurs compétences, contribuer pour les départements à soutenir les revenus des plus précaires et pour la Région à réorienter les dépenses d'investissement et de soutien à la formation en faveur de la transition.

À l'échelle du bloc communal, et compte

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen :

Concours d'administrateurs territoriaux (3C)

Epreuve :

Note ECONOMIE

Session :

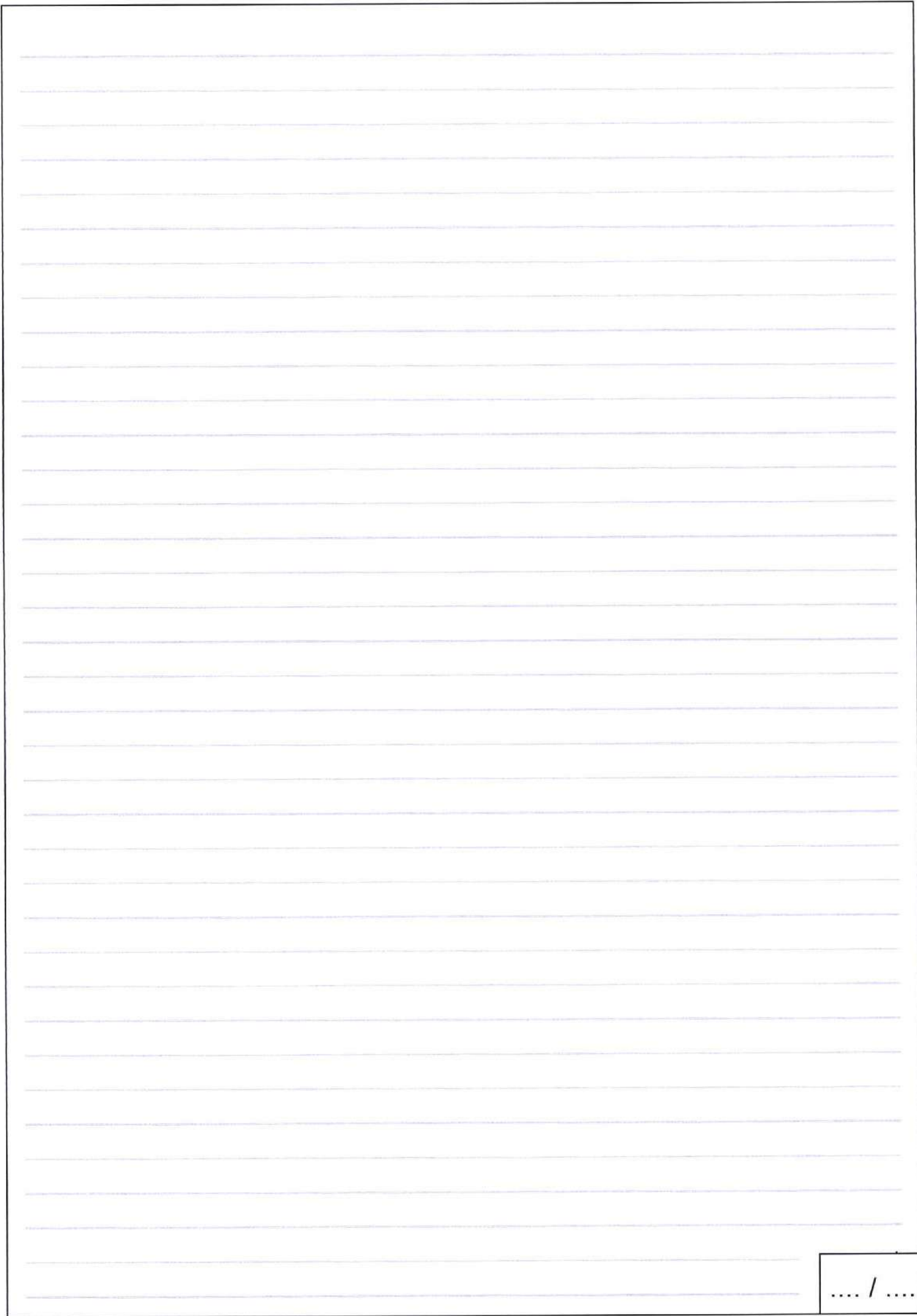
2023

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

temps de caractère maintenant exclusivement patrimonial de sa fiscalité, avec les suppressions des taxes d'habitation et de la contribution sur la valeur ajoutée, le même effort de ciblage qu'au niveau de l'État sera nécessaire, ce qui concerne les dépenses sociales. Ainsi, si certains collectifs, comme la commune de grande Synthé, disposent d'un potentiel fiscal économique important qui lui permet de soutenir le ménage le plus pauvre de sa commune avec un "minimum social garanti", d'autres devront certainement procéder à un effort de revue de dépenses publiques locale, sur le modèle de l'État. Un semblable effort de tarification accrue des aides sociales des CTS ou des tarifs de services publics pourrait permettre de économiser tout en maintenant le revenu des plus précaires.

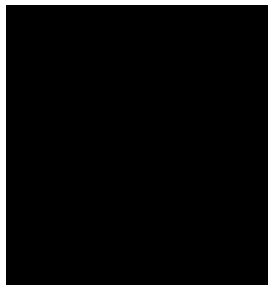
NE RIEN ECRIRE DANS CE CADRE



1 2 3

3ème Concours d'administrateur territorial

Note de synthèse et de propositions en économie (Épreuve commune/épreuves écrites)



Note de délibération : 14 / 20

Note de correction : 14 / 20

Critère	Corr. 1	Corr. 2	Points
Note de synthèse et de propositions en économie (Épreuve c...	15	13	/ 20

Correction 1 :

Appréciation : Note efficace qui hiérarchise clairement les éléments d'explication et les propositions. Le contenu est précis. ++

Correction 2 :

Appréciation : un volonté d'ancrer l'analyse par des exemples et des propositions concernant les politiques territoriales ; manque une analyse et des propositions sur la politique monétaire, et un effort supplémentaire de problématisation

Harmonisation :

Appréciation :

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen : ADMINISTRATEUR TERRITORIAL 3^e CONCOURS

Epreuve : NOTE SYNTHÈSE ET PROPOSITIONS ÉCONOMIE Session : 2023

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Est-il vraiment possible de lutter contre l'inflation ?

L'annonce en 2022 par plusieurs collectivités de la fermeture de leur piscine en raison de coûts énergétiques trop élevés a pu apparaître comme un signe de relative impuissance des pouvoirs publics à maintenir une activité "normale" face au choc inflationniste. Au-delà d'adaptations temporaires des acteurs, leur capacité à lutter contre ce phénomène de hausse des prix auto-entretenu ne semble pas garantie dans un contexte de forte incertitude, de crise géopolitique et de sortie de crise sanitaire. L'inflation actuelle se différencie par sa diffusion mondiale favorisée par l'interdépendance des économies, et semble se poursuivre malgré les mesures prises à différentes échelles, notamment européenne, nationale et locale, par les pouvoirs publics.

Or ceux-ci ont nécessairement une connaissance imparfaite des mécanismes à l'œuvre, et agissent de manière plus ou moins coordonnée. Toutefois, il semble exclu, économiquement et politiquement, de ne pas lutter contre l'inflation, en raison de son coût à moyen terme, et des défis à relever pour accomplir la transition écologique de l'économie.

Dès lors, la présente note s'attache à décrire le phénomène d'inflation et l'efficacité limitée des mesures prises (I) et à formuler des préconisations actant la faible marge de manœuvre des politiques économiques (II).

I. Les mesures actuelles de lutte contre l'inflation, quoique risquées, sont nécessaires compte tenu des risques plus grands que représenterait sa continuation.

IA Une inflation évolutive dont les effets risquent d'être coûteux à long terme

1) Des taux d'inflation élevés dus à un double choc d'offre et de demande

Les taux d'inflation observés s'élevèrent en octobre 2022 en année glissante à 10,7% dans la zone euro et 6,6% en France. Cette hausse importante est tirée par une hausse des prix de l'énergie très forte (40% en septembre 2022 dans la zone euro).

En effet, la sortie de la crise sanitaire a d'abord entraîné un choc de demande, auquel s'est ajouté un choc d'offre dû au conflit russo-ukrainien, en particulier sur le gaz. Le goulot d'étranglement post-crise s'est ainsi accentué par le volet énergétique, menant à une inflation imposée et répercutée sur les autres prix, en premier lieu l'alimentation.

2) Des effets en partie positifs à court terme, mais globalement coûteux à long terme

Cette inflation intervient après une longue période d'inflation modérée, puis de "stagflation" depuis la crise de 2008. Cette période correspond à une période de hausse de l'endettement des ménages, des entreprises et des Etats européens, encouragés par des taux faibles et un marché du crédit stimulé. La dette contractée par ces acteurs avant le choc inflationniste est à rembourser en monnaie dépréciée, ce qui bénéficie à ces débiteurs. Mais cet aspect est temporaire et dépend de leur capacité de désendettement. La hausse de la fiscalité est un autre point positif, tant que l'assiette fiscale évolue peu.

Les aspects positifs de l'inflation sont néanmoins fortement contrebalancés par plusieurs conséquences négatives, qui justifient une réaction de la puissance publique:

- Augmentation de l'incertitude et plus grande prudence des investisseurs et épargnants
- Ajustement décalé des revenus à l'inflation, diminuant le pouvoir d'achat et la consommation
- Planqué sur l'énergie et l'alimentation, l'inflation actuelle pèse sur tous les secteurs et tous les acteurs, mais davantage sur les ménages les plus précaires et les entreprises fragiles. La demande pour ces biens étant faiblement élastique, les ménages du premier degré consacrent 28% de leur dépenses, là où le dernier degré n'y consacre que 20%. L'inaction conduirait à la paupérisation d'une partie des ménages et à une forte augmentation du chômage.

IB Les mesures actuelles de lutte contre l'inflation au niveau européen et français ont produit des effets mais demeurent risquées

1) Des politiques à différentes échelles visent à contenir l'inflation et atténuer ses impacts

Au niveau européen, la Banque centrale européenne a procédé à une remontée des taux directeurs en plusieurs étapes, et à un resserrement quantitatif afin de modérer le marché du crédit. Les agents économiques sont donc encouragés à épargner, donc à limiter leur activité.

Au niveau national, plusieurs Etats dont la France ont accompagné la politique monétaire par des mesures budgétaires visant à amortir l'impact de la hausse des prix sur les ménages et les entreprises. La France a ainsi mis en place un "bouclier tarifaire" compensant en partie la hausse des prix énergétiques. Une enveloppe spéciale a été dédiée, par ailleurs, aux collectivités dans la dernière loi de finances.

Des transferts de revenus complémentaires ont également été prévus: chèque énergie, revalorisation des minimas sociaux, indexation des bas salaires sur l'inflation maintenue.

Bénéficiant de sa production électrique autonome via le nucléaire, la France est ainsi parvenue à contenir davantage la répercussion de l'inflation. Ainsi, l'indice des prix à la consommation harmonisé

n'avait progressé que de 3,3% en France en janvier 2022 contre 5,1% en Allemagne.

Il est à souligner que des mesures locales ont contribué à l'amortissement de l'impact, via l'accompagnement social et des transferts supplémentaires, tel que le minimum social garanti à Grande-Synthe.

2) Une lutte contre l'inflation porteuse de risques

Le resserrement monétaire assuré par la BCE présente un risque de provoquer une récession, si la hausse des taux porte trop atteinte à l'activité. Il risque également de nuire à la capacité d'investissement des acteurs publics (Etat et collectivités) en raison d'un coût de la dette trop élevé. Dans un contexte de finances publiques contraintes d'après-crise, ceux-ci ne pourraient pas, par ailleurs, intervenir en cas de récession pour soutenir la demande.

Les politiques budgétaires et politiques d'accompagnement de l'Etat et des collectivités sont quant à elles coûteuses, et ne devraient pas conduire à une politique budgétaire expansionniste qui alimenterait l'inflation.

Ces enjeux d'équilibre nécessitent une attention soutenue à l'évolution de l'inflation et une réactivité pour ajuster les politiques, et cela dans un contexte évolutif où la divergence par rapport aux projections est une possibilité non négligeable.

II Malgré une marge de manœuvre restreinte, les pouvoirs publics doivent ajuster les politiques actuelles sans négliger la nécessaire transition écologique de l'économie

II A Les politiques budgétaires doivent être ajustées pour accompagner l'évolution de l'inflation et la politique monétaire de désinflation

1) Cibler davantage les mesures d'amortissement de la hausse des prix

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen : ADMINISTRATEUR TERRITORIAL 3^e CONCOURS

Epreuve : NOTE SYNTHÈSE ET PROPOSITIONS ÉCONOMIE Session : 2023

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Objectif : écarter le risque d'alimenter l'inflation en soutenant des agents économiques qui peuvent supporter la hausse des prix, en ajustant les mesures de compensation au plus près des besoins

- Dispositifs :
- poursuivre la suppression du bouclier tarifaire annoncé (PLFR)
 - limiter le rattrapage de la hausse du point d'indice des fonctionnaires tel qu'annoncé (PLFR ou PLF 2024)
 - cibler le chèque énergie en fonction des revenus mais aussi de la dépendance à la voiture, par exemple via une déclaration spécifique
 - expérimenter le chèque alimentaire dans les territoires les plus concernés
 - pour mieux prendre en compte les disparités locales, envisager la décentralisation de certains ciblage et / ou la mise en place d'une coordination nationale avec l'ANCT et l'Association des Départements de France notamment.

2) Limiter les autres phénomènes susceptibles d'alimenter l'inflation

Objectif : étudier l'évolution des causes de la hausse des prix dans le temps afin d'identifier les réponses appropriées. Compte tenu des signaux faibles actuels, à savoir la constitution d'une rente sur l'augmentation des prix de certains acteurs économiques dominants, il est proposé plusieurs axes

- Dispositifs :
- A l'appui de la revue des dépenses effectuée début 2023, éliminer des dépenses fiscales et recentrer les mesures de soutien économique trop horizontales susceptibles de créer des distorsions ou de maintenir des "entreprises zombies" (PLF 2024)
 - Confier au Conseil d'analyse économique et/ou à France Stratégie une mission d'expertise sur le contrôle des prix afin d'en examiner l'opportunité et les modalités fines.

Un impôt exceptionnel mettant à contribution les entreprises ayant dégagé des marges très supérieures à la normale a également été proposé par Jean Pisani-Ferry, et mis en place en Belgique, mais cette option semble écartée par le gouvernement à ce jour.

IIA. Les pouvoirs publics doivent anticiper la transition vers une économie marquée par la proximité et la soutenabilité.

En dépit du contexte inflationniste, il est en effet indispensable de consacrer une partie de la marge de manœuvre disponible pour accompagner la décarbonation, la reindustrialisation et la relocalisation de l'économie dans l'objectif, à terme, de limiter le risque de choc exogène et de maîtriser la demande.

1) Renforcer l'autonomie de la France ^{et de l'UE} sur les filières stratégiques

Objectif : améliorer la résilience de l'économie sur les biens essentiels et limiter le risque de choc d'offre exogène.

- Dispositifs :
- Au niveau européen, poursuivre la dynamique d'investissement vert et stratégique du plan Next generation EU et les projets de coopération économique (PIEEC) tel que l'Airbus des batteries
 - Au niveau national, poursuivre le verdissement des politiques économiques prévu par les Programmes d'investissement d'avenir et France 2030.
 - Au niveau local, compte tenu de ~~leur~~ poids dans l'investissement public, accompagner les collectivités et groupements par des enveloppes ciblées telles que la part supplémentaire "verte" de DSIF ou des programmes comme Territoires d'industrie: "

2) Encourager les comportements sobres chez les agents économiques et l'économie de proximité

Objectif: Modérer la demande à long terme et la dépendance aux ressources à enjeu, en particulier l'énergie, afin de limiter le risque d'inflation

- Dispositifs
- Mettre en place le mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières pour réintégrer au prix les externalités écologiques des exportations
 - Au niveau national, envisager une taxation progressive de certaines ressources en fonction de la quantité consommée (énergie, eau, sol)
 - Au niveau local, déployer des programmes d'accompagnement à la sobriété et l'expertise associée, tel que les programmes CUBE Ecoles et CUBE ville portés par le Cerema, financés par des certificats d'économie d'énergie.
 - Accompagner les collectivités à repenser leurs politiques de développement économique territorial dans un contexte de tension inflationniste sur les ressources et de recherche de sobriété (objectif Zéro Artificialisation nette par exemple).

